Mr. Gaucher said that he had yesterday expressed his fears at sending an armed force to the Red River Territory, but after deep consideration he had resolved to show his confidence in the Government, and should vote for the resolution. (Hear, hear.)

Hon. Sir George-É. Cartier said the policy of the Canadian Government with regard to that expedition was to have it under the command of a British officer, and under the control of the Imperial Government. But that Government had lately adopted the policy of withdrawing the troops from the Colonies. Under the circumstances he thought the arrangement with the Imperial Government was a satisfactory one. He considered it a matter of congratulation that they had been enabled to obtain the assistance of the Imperial Government to put down the rebellion.

Mr. Masson (Soulanges) could not see the necessity of the Dominion Government paying the expenses of the expedition, because he considered it the duty of the Imperial Government to bear that burden. He did not see why troops were sent there at all to enforce the Bill on the people whether they approved of it or not.

Mr. Macdonald (Glengarry) said that step by step the House had been groping in the dark in the course they had pursued towards that new country, and had now arrived at the most dangerous position they had yet reached in any period of the history of the country since the Dominion had been formed. Still they had gone too far now to back out of the enterprise. The hon. member for Soulanges had aided by his vote to frame this Bill, and it was now too late to oppose it. He hoped the hon. member would withdraw his motion and throw the entire responsibility of the measure on the Government.

Mr. Dufresne had supported the Government for many years, but was obliged to oppose them in that matter. He did so with sorrow. He did not think there was any inconsistency in supporting the Bill and opposing the expedition. If the amendment was pressed he must vote for it.

Mr. Gibbs pressed the withdrawal of the amendment as being the wish of the House.

Hon. Mr. Dorion had considerable doubts about some of the clauses of the Bill passed, but accepted it as a measure of conciliation. The measure was extremely liberal—much more so than it could have been six months ago. He voted for it because he understood that it was accepted by the delegates and would be

M. Gaucher dit qu'il a, hier, exprimé ses craintes à propos de l'envoi d'une force armée dans le Territoire de la Rivière Rouge, mais qu'après y avoir mûrement réfléchi, il est résolu à faire confiance au Gouvernement et votera en faveur de cette résolution. (Bravo!)

L'honorable sir George-É. Cartier dit que la politique du Gouvernement, en ce qui concerne cette expédition, consiste à la placer sous les ordres d'un officier britannique, et sous le contrôle du Gouvernement impérial. Toutefois, le Gouvernement vient d'adopter la politique de retirer les troupes des colonies. Dans de telles circonstances, il pense que les dispositions qui ont été prises avec le Gouvernement impérial, sont satisfaisantes. Il estime que le fait d'avoir été autorisé à obtenir l'appui du Gouvernement impérial pour mater la rébellion mérite des félicitations.

M. Masson (Soulanges) ne peut pas comprendre pourquoi la Puissance serait obligée de supporter les dépenses de l'expédition, car il croit qu'il incombe au Gouvernement impérial d'en assumer la responsabilité. Il ne comprend pas pourquoi on a envoyé des troupes sur les lieux dans le but d'assurer l'application de la loi par le peuple, que ce dernier l'approuve ou non.

M. Macdonald (Glengarry) déclare que la Chambre a avancé à l'aveuglette, étape par étape, dans la voie qui la menait vers l'édification de ce nouveau pays, et qu'elle se trouve maintenant dans la situation la plus périlleuse de toute l'histoire du Canada, depuis que la Puissance a été formée. Néanmoins, on est rendu trop loin maintenant pour pouvoir reculer. Le député de Soulanges a favorisé par son vote la conception de ce projet de loi, et il est maintenant trop tard pour s'y opposer. Il espère que le député retirera sa motion et rejettera l'entière responsabilité de cette mesure sur le Gouvernement.

M. Dufresne a appuyé le Gouvernement depuis nombre d'années, mais il est néanmoins, forcé de s'y opposer sur cette question. Il le fait à regret. Il ne croyait pas illogique d'appuyer le projet de loi tout en s'opposant à l'expédition. Si on exerçait une pression pour faire approuver l'amendement, il devrait l'appuyer.

M. Gibbs fait pression pour qu'on retire l'amendement, selon le désir de la Chambre.

L'honorable M. Dorion exprime de forts doutes au sujet de la valeur de certains articles de la loi adoptée, mais l'accepte en tant que mesure de conciliation. Cette mesure est extrêmement libérale, beaucoup plus qu'elle n'aurait pu l'être, il y a six mois. Il l'a appuyée parce qu'il a compris que les délégués l'avaient